



Ensemble



Le journal des socialistes de Loire-Atlantique - N°209 - Jeudi 24 septembre 2009



Fête de la Rose à Préfailles **UN APPEL À L'UNITÉ POUR GAGNER**



Le 3 octobre : Tous ensemble pour la sauvegarde du service public postal



Nous voilà repartis pour une nouvelle année de combat politique. L'action gouvernementale continue d'être dure avec les faibles et douce avec les forts. À nous de nous mobiliser pour redonner confiance aux Français et construire, avec toute la gauche, l'alternative pour 2012.

Dès à présent, le PS sera à côté des salariés qui voient leur emploi menacé, aux côtés des salariés

contre la privatisation de la Poste pour défendre le service public en danger, comme le sont aussi ceux de l'Éducation nationale ou de la Santé.

Les organisations syndicales avaient demandé à Nicolas Sarkozy l'organisation d'un référendum sur ce projet qui nous concerne tous, demande restée sans réponse...

Dans le cadre du Comité contre la privatisation de la Poste, rassemblant partis de gauche, dont le PS, et syndicats, la décision a été prise d'organiser cette consultation populaire le samedi 3 octobre.

“LES CHOSES BOUGENT AU PS CAR NOUS VOULONS UN PARTI UTILE, EFFICACE ET COMBATIF, À L'ÉCOUTE DES FRANÇAIS.”

Organisée dans toute la France, cette consultation pourra se tenir dans les mairies comme devant les bureaux de poste, dans la transparence et la démocratie pour que chacun puisse s'exprimer. En Loire-Atlantique, le PS avec ses élu(e)s est fortement mobilisé. Nous appuyons totalement cette consultation citoyenne. Je souhaite que les mairies socialistes soutiennent cette démarche en facilitant l'organisation de ce référendum.

Du point de vue politique, le PS a lancé à la Rochelle son chantier de rénovation avec l'annonce par Martine Aubry d'un référendum le 1^{er} octobre où les militants s'exprimeront sur des sujets majeurs dont les primaires ouvertes à toute la gauche pour la présidentielle, la parité, le renouvellement, la diversité ou le non cumul des mandats. Les choses bougent au PS car nous voulons un parti utile, efficace et combatif, à l'écoute des Français.

Parallèlement, nous allons nous lancer dans la campagne pour les régionales. C'est un rendez-vous majeur pour continuer notre action au service des citoyens afin d'atténuer les effets de la crise et préparer l'avenir. Pour gagner, il faut le rassemblement de toute la gauche dès le 1^{er} tour. Nous ferons tout pour que cela soit possible. Pour ces chantiers, nous aurons besoin de l'engagement de tous et toutes. J'ai confiance en votre mobilisation.

Alain GRALEPOIS
Premier secrétaire fédéral

Communication et outils militants

“Ensemble” fait peau neuve !

En cette rentrée politique, et alors que la rénovation de nos pratiques, de nos méthodes de travail, de nos outils, est souhaitée de concert par les militants et les responsables de notre parti, de l'échelon départemental au national, “Ensemble” fait peau neuve !

Vous avez en effet dans les mains la nouvelle formule du journal des socialistes de Loire-Atlantique.

Aboutissement d'une réflexion et d'un travail de plusieurs mois en partenariat avec les permanents et secrétaires fédéraux, cette nouvelle version, au delà d'un simple changement de maquette, s'inscrit dans le cadre du projet de développement et d'animation de la fédération porté depuis notre dernier Congrès par Alain Gralepois et son équipe fédérale.

“UN OUTIL AU SERVICE DE NOS COMBATS, POUR PRÉPARER NOS VICTOIRES.”

Plusieurs objectifs nous ont guidés dans cette démarche :

- Améliorer la lisibilité du journal par une présentation plus dynamique et aérée et par un passage à la couleur ;
- Créer des rubriques plus régulières, en lien avec les secrétaires et délégués fédéraux, pour mettre en avant nos propositions et faire vivre le débat ;
- Ouvrir plus largement le journal aux militants et à nos partenaires du monde social, politique et associatif, pour en faire un outil ouvert sur la société et qui met en valeur les initiatives et exemples locaux ;
- Relayer et porter l'action de nos élus, et des collectivités, au plus près du terrain.

Il s'agit donc bel et bien d'en faire un outil utile au Parti socialiste et à l'ensemble de ses militants. Un outil qui permette à la fédération de mieux communiquer auprès de ses militants, qui rende possible un débat sain et des échanges politiques enrichissants, qui assure la diffusion de nos positions politiques, de nos actions et de nos propositions. Un outil au service de nos combats, pour préparer nos victoires.

Parce que ce journal est d'abord le vôtre, n'hésitez pas à nous donner votre avis et à y contribuer, pour l'améliorer encore.

Benjamin BAUDRY
Secrétaire fédéral à la communication

François CAILLAUD
Chargé de la rédaction du journal

Jean-Marc Ayrault répond à nos questions

“À chaque critique, une réponse alternative”



• Le PS est-il enfin en ordre de bataille ?

À la Rochelle Martine Aubry a donné le ton. C'est un électrochoc. Nous allons enfin régler le problème de la rénovation et faire notre travail : proposer des réponses aux Français et rassembler pour gagner les élections régionales.

• Ces propositions passent tout d'abord par les députés socialistes ?

Malgré les déclarations en tous genres de responsables qui ont pollué leur travail, les députés socialistes sont unis et forts pour continuer le combat contre la droite, parce

que c'est ce mandat que les électeurs nous ont confié. Ce qui est important c'est que l'on joue collectif et que l'on continue à jouer collectif, parce que la bataille contre la droite, contre le système Sarkozy, est particulièrement rude. À chaque critique, nous apportons une réponse alternative. Nous ne cédon à aucune facilité, ni à aucune démagogie. Nous avons depuis l'an dernier porté des combats sur le RSA, le bouclier fiscal, le

défendre et financer la création culturelle et protéger les droits d'auteurs. Nous avons défendu notre conception de la démocratie sans relâche, du projet constitutionnel à sa mise en œuvre réglementaire.

• Quels sont les futurs combats à venir à l'Assemblée ?

Dès la rentrée, le 3 septembre, nous avons déposé une proposition de loi pour limiter les hauts revenus. La crise économique est loin d'être

projet de loi : sur les bonus et les stock-options, la protection des consommateurs et une demande de résolution sur le référendum d'initiative populaire ce qui permettrait aux Français de se prononcer pour la défense des services publics comme la Poste.

• L'alternative en 2012 passe-t-elle par des primaires à gauche ?

Pour désigner le ou la candidat(e) socialiste, il faut des primaires. C'est ce que nous avons fait en 2006. En 2012, nous devons aller vers les Français. Si la situation le permet, le mieux serait d'aller vers des primaires qui concernent toute la gauche. Mais pour cela, il faut que les autres formations de gauche soient d'accord. Dans un premier temps, nous devons nous accorder sur un projet et dans un second temps nous pourrions choisir un candidat commun. Ce mouvement d'unité ne pourra se faire d'un coup de baguette magique, ni par la volonté du seul PS. Nous devons progresser par étapes. Cela passe par les élections régionales.

“LES DÉPUTÉS SOCIALISTES SONT UNIS ET FORTS POUR CONTINUER LE COMBAT CONTRE LA DROITE”

retour dans le commandement intégré de l'OTAN, la reprise en main de l'audio-visuel, le démantèlement de l'hôpital public, mis en avant nos priorités lors du Grenelle de l'environnement, bataillé contre le travail du dimanche. Nous avons cherché à nous adapter à l'ère numérique en proposant une contribution créative sur internet pour

achevée, et déjà les revenus de certains dirigeants d'entreprises ou “traders” retrouvent des niveaux vertigineux. Tout continue comme avant. Y compris dans les entreprises qui bénéficient de l'aide de l'État. Il est donc grand temps à la loi d'intervenir là où la volonté fait défaut. Dès le mois d'octobre, nous défendrons aussi trois autres

Focus sur le projet de Taxe carbone

« Nicolas Sarkozy avait promis d'être le président du pouvoir d'achat ; aujourd'hui on ne compte plus les taxes et hausses tarifaires votées depuis son élection en 2007 : franchises médicales, taxes sur les ordinateurs, taxe sur le poisson, hausse de la redevance, augmentation du forfait hospitalier... et maintenant la taxe carbone. Le président est devenu Monsieur Taxe ! Je suis favorable au principe d'une contribution climat-énergie qui doit encourager le changement des comportements, aussi bien ceux des particuliers que des entreprises. Elle doit

inciter à modérer la consommation énergétique et stimuler le développement des énergies renouvelables. Je suis résolu pour une fiscalité durable, mais à condition qu'elle soit juste ; elle doit être utilisée pour une redistribution sociale et s'appliquer aussi aux grandes entreprises. Injuste et inefficace, la mesure risque de conduire les Français à rejeter cette transformation de notre société en éco-société.

Il ne peut y avoir de politique écologique audacieuse et efficace sans une adhésion de chacun.

Cette politique écologique audacieuse est d'ailleurs l'une des clés pour remporter les élections régionales. Il faut dire à toutes les formations de gauche, y compris les Verts : “travaillons ensemble”. Faisons un bilan des actions que nous avons conduites ensemble pour déterminer notre projet. Il faut créer une dynamique d'union. Les socialistes sont prêts à faire des efforts et les gestes qu'il faut, sans hégémonie, sans *a priori*. Cette dynamique est fondamentale. Si nous ne réussissons pas cette étape, l'alternative pour 2012 sera plus difficile. »

La rénovation et le rassemblement pour gagner



Les quatre intervenants : Benoît Hamon, Jean-Marc Ayrault, Pierre Lebeau et Alain Gralepois

Encore une fois, une foule de militants s'est retrouvée à la Fête de la Rose de Préfailles le 13 septembre. Et comme souvent, le soleil était de la partie. Le matin fut consacré aux tables rondes avec trois ateliers : les politiques économiques pour l'emploi, l'avenir du système éducatif et enfin l'écologie sociale et solidaire. Ils ont fait salle comble. Le déjeuner s'est tenu en plein air dans une ambiance musicale. De nombreux élus étaient présents. L'après-midi a débuté par une prise de parole de syndicalistes de l'entreprise GOSS de Nantes, dont les dirigeants prévoient d'importants licenciements alors qu'elle n'est pas en situation de faillite, loin de là. Les représentants syndicaux ont exprimé leur colère et leur détermination à se battre encore pour sauver leur emploi. Ils ont dénoncé la logique du profit au détriment des salariés et de leurs familles. Une table ronde a eu lieu le mardi 15 septembre à Paris avec les représentants de l'État et du gouvernement à laquelle Jean-Marc Ayrault, Michel Ménard et Fabienne Renaud, pour la Région, ont participé aux côtés des syndicalistes de GOSS. Le député-maire de Nantes estime que cette affaire illustre la dérive d'un système financier mondial devenu fou.

Alain Gralepois s'est ensuite exprimé pour rappeler deux rendez-vous : d'abord la nécessité de répondre à la droite et à sa politique de contre-réformes sur l'emploi et les services publics. Le 3 octobre aura lieu, à ce propos, une action nationale contre la privatisation de la Poste. Le 2^e rendez-vous souligné par le 1^{er} secrétaire fédéral concerne les élections régionales où les Français auront l'occasion de rejeter localement la politique nationale de la droite. Enfin, il a rappelé l'importance de la rénovation lancée par Martine Aubry avec le référendum du 1^{er} octobre.

Pierre Lebeau, responsable du MJS 44, a dans son propos, soutenu l'importance des jeunes socialistes qui apporteront

leur pierre à la rénovation : **“nous sommes un mouvement de jeunesse ancré à gauche et porteur d'un idéal de progrès et de justice”**.

Héritiers de Jaurès

Jean-Marc Ayrault a alors pris la parole et a d'abord excusé Patrick Mareschal retenu à un mariage dans sa famille. Le député-maire de Nantes a lancé pour les élections régionales un appel à l'union avec les Verts et les autres partis de gauche dès le 1^{er} tour. Il a ensuite évoqué l'Université d'été de la Rochelle **“où il s'est passé quelque chose. Martine Aubry a lancé un signe fort pour la rénovation et il faut la suivre sur ce terrain. L'union n'est pas l'uniformité et n'empêche pas le débat sur des questions de fond. On célèbre actuellement le 150^e anniversaire de la naissance de Jean Jaurès. Nous sommes ses héritiers : le monde a changé mais les valeurs sont les mêmes ! La gauche, les socialistes veulent favoriser l'épanouissement des individus, la lutte contre la pauvreté et la solidarité. C'est notre idéal et il n'a pas changé ! Avec la crise actuelle, il y a tant à faire en ce sens. C'est pourquoi nous proposons la suppression des stock-options et des bonus. Mais nous n'attendons rien de Sarkozy en matière de justice fiscale !”**

“LA CRISE DU CAPITALISME D'AUJOURD'HUI APPELLE DES RÉPONSES DU PS ”

À propos de la taxe carbone, il a souligné que les socialistes agissent déjà dans leurs collectivités sur l'environnement. Il a donné sa vision des choses : **“Le plan de la droite est simple : on supprime la taxe professionnelle et on crée la taxe carbone. On transfère les charges des entreprises sur les ménages alors que la justice serait de redistribuer les richesses (...) L'opposition existe, le PS est bien là quoi que l'on dise et pour 2012, il faudra un rassemblement de la gauche pour gagner !”**

Benoît Hamon, l'invité du jour, s'est alors exprimé. Il a insisté sur la nécessité pour le PS de se rassembler comme Jaurès l'a fait en 1905 en créant la SFIO. **“La crise du capitalisme d'aujourd'hui appelle des réponses du PS mais le problème est que le PS est désuni. Pourtant à la Rochelle, on a enfin donné une image d'union avec un projet de rénovation qui nous concerne tous. Le conseil national du 12 septembre a préparé un questionnaire qui sera soumis aux militants le 1^{er} octobre. Il concerne plusieurs sujets : voulez-vous des primaires pour la présidentielle ? Élargies à toute la gauche ? Êtes-vous pour le non cumul des mandats en nombre et dans le temps ? Il faudra aussi fixer de nouvelles règles pour que la démocratie interne au PS soit irréprochable.”**



Des salariés de GOSS en lutte pour sauver leur emploi et leur entreprise.

Que pense-t-il de la taxe carbone ? **“C’est un nouvel impôt ni écologique, ni juste. La taxe ne concernera pas les grosses entreprises car elles sont déjà soumises à une obligation en matière d’environnement. Par ailleurs, la consommation d’électricité est exclue de la taxe carbone ce qui va favoriser la production des centrales thermiques. Enfin, la redistribution de la taxe sous forme de baisse ou de crédits d’impôts sera partielle et de nombreux Français seront perdants face au surenchérissement du coût du carburant.”**

Petit détail : les 112 € de crédit d’impôt seront versés aux Français 15 jours avant le 1^{er} tour des régionales...

Au niveau économique et en lien avec le dossier GOSS, Benoît Hamon a souligné une proposition des socialistes : donner la possibilité aux comités d’entreprise et aux représentants du personnel de mettre sous tutelle leur entreprise qui licencie alors qu’elle gagne de l’argent. **“On sent une colère qui monte chez beaucoup de Français qui ont un sentiment d’injustice devant la politique de la droite si douce avec les riches.”**

Les médias sous surveillance

Il a terminé son propos en rappelant la mise en ordre des médias en France à partir de deux exemples. La visite de Sarkozy montée de toutes pièces dans une entreprise jusqu’au choix de la taille physique des personnes rencontrées... C’est une télévision belge qui a sorti l’information. Le 2^e exemple concerne le dérapage verbal de Brice Hortefeux, ministre de l’Intérieur, à propos d’un militant UMP d’origine maghrébine. **“C’est honteux et il devrait démissionner”**. Les images tournées par la chaîne télé Public Sénat ont été d’abord bloquées par la direction. Il a fallu le courage d’un journaliste, qui les a envoyées au site internet du Monde, pour que l’affaire sorte.

“Face une telle mainmise du pouvoir sur les médias, la gauche doit être rassemblée pour gagner. La 1^{re} étape, ce sont des primaires ouvertes à toute la gauche à la présidentielle pour éviter la balkanisation du PS que l’on connaît depuis trois ans et la primaire interne. Ces primaires ouvertes seront mobilisatrices et désigneront un(e) candidat(e) porté(e) par un courant populaire, ce qui facilitera ensuite la constitution d’un contrat de gouvernement commun avec les autres partis de gauche. C’est notre seule chance de gagner : la division de la gauche, c’est la défaite assurée alors rassemblons-nous et nous serons irrésistibles en 2012 !”



Les 3 ateliers thématiques (économie, environnement et éducation / jeunesse) ont fait le plein dans la matinée.



Un remerciement particulier à nos restaurateurs locaux, Lionel Montilly et ses amis de La Plaine, ainsi que Ricardo.

Fédération Départementale des Élus Socialistes et Républicains

La démocratie, les territoires et les services publics en danger



Les élus Socialistes et Républicains lancent un appel afin que les citoyens français et les élus de la République se mobilisent pour préserver ce qui a fait ses preuves, pour que toutes les collectivités de France puissent continuer à assumer leurs compétences, maintenir le lien social et redistribuer aux hommes et aux territoires les plus en difficulté, les fruits de la création de richesse collective.

Grâce à la décentralisation, les collectivités territoriales ont démontré leur efficacité pour apporter des réponses de proximité aux besoins des Français.

Aujourd'hui, deux projets du gouvernement, l'un traitant de l'organisation territoriale,

l'autre de la fiscalité locale, s'attaquent aux communes, intercommunalités, départements et régions de France. Ils menacent la démocratie locale et les services publics. Ils mettent à mal l'autonomie fiscale et financière des collectivités locales, et donc leur liberté.

Avec ces projets, c'est demain :

- moins de constructions d'écoles, de collèges et de lycées pour nos enfants ;
- moins de transports scolaires, de trains régionaux ;
- moins d'accueil pour la petite enfance, pour les personnes âgées ;
- moins de soutiens aux projets associatifs, à la culture, aux sports... parce

que moins de moyens financiers pour les collectivités.

Qui peut croire que l'urgence est de détruire les services publics de proximité. L'urgence est ailleurs : l'État doit assumer ses propres responsabilités, celles de l'emploi, de la sécurité, de la santé, de la justice, de l'éducation...

Les deux projets du gouvernement remettent en cause notre conception de la France, de la démocratie, de la solidarité.

La République n'est pas qu'un héritage. La République est aussi une promesse qu'il faut faire vivre : en approfondissant notre démocratie et non en restreignant les libertés, en confortant la décentralisation et non en lui faisant un procès infondé.

Les collectivités locales, véritable force économique, démocratique et sociale pour notre pays, financent les trois quarts de l'investissement public. La crise actuelle démontre leur rôle majeur.

/// Le Bureau de la FDES

- **Président :**
Fabrice ROUSSEL, maire de La Chapelle-sur-Erdre, PS
- **Vice-présidents :**
Jean-Jacques LUMEAU et initiatives locales, adjoint au maire de Saint-Nazaire, PS
Nicole LACOSTE, maire de Vallet, DVG
- **Trésorier et relations avec la F.N.E.S.R. :**
Jocelyn BUREAU, conseiller municipal de Saint-Herblain, PS
- **Secrétaire :**
Élisabeth LEFRANC, conseillère municipale de Nantes, PS
- **Élus minoritaires :**
Annie BRIAND, conseillère municipale d'Ancenis (opposition), PS
- **Élections :**
Éric BUQUEN, conseiller municipal de Rezé, PS
- **Formation :**
Fabienne PADOVANI, conseillère générale, adjointe au maire de Nantes, PS
- **Statuts-Adhésions :**
Jean-Pierre COUDRAIS, maire de Clisson, DVG
- **Cohérence d'action des collectivités :**
Danièle CATALA, conseillère municipale de Chateaubriant (opposition), PS
- **Nouveaux élus :**
Martine L'HOSTIS, conseillère générale, conseillère municipale de Vertou (opposition), PS
- **Réforme des collectivités :**
Alain ROBERT, conseiller général, adjoint au maire de Nantes, PS

Samedi 3 octobre Consultation nationale pour la défense de La Poste

Depuis 2002, plus de 6 000 bureaux de poste sur 17 000 ont été "transformés" et plus de 50 000 emplois supprimés. Espacement des tournées, délais croissants de livraison du courrier, réductions d'horaires, allongement des files d'attente quand le bureau de poste n'a pas été carrément supprimé.

C'est pourquoi le **samedi 3 octobre** prochain, une consultation nationale est organisée pour dire NON au projet gouvernemental de transformer La Poste en

société anonyme, première étape d'une privatisation programmée. À l'initiative d'un comité national dans lequel sont associés des syndicats et partis politiques (dont le PS), de nombreuses mairies seront partenaires pour l'organisation de cette votation. La Fédération du PS de Loire-Atlantique, via ses élus et ses sections, a été associée à la préparation de cette votation et invite ses militants à y participer. Les lieux et horaires de vote seront disponibles sur le site www.ps44.fr ou par téléphone à la fédération.



+ d'infos sur www.appelpourlaposte.fr
et sur laposte.parti-socialiste.fr

●●● Journée agricole régionale d'Anetz

Les produits agricoles sont-ils une marchandise comme les autres ?

L'Union Régionale du Parti Socialiste a organisé à Anetz le 5 septembre une journée régionale agricole. Cette journée s'inscrivait cette année dans la préparation des élections régionales. Les militants de la commission agricole de Loire-Atlantique ont choisi d'orienter la journée sur les questions agricoles et alimentaires, elles ont été abordées dans les ateliers du matin.

Atelier 1 : Une alimentation de qualité pour tous

À partir de la présentation de l'ensemble des productions agricoles et alimentaires des Pays de la Loire, les participants ont discuté des actions permettant d'amplifier le développement de ces productions, de ces réseaux de transformation et de distribution, en privilégiant la proximité.

Atelier 2 : L'emploi dans les filières agricoles et agroalimentaires

En période de crise, tous les secteurs d'activité sont touchés. Aujourd'hui, la Région accompagne l'agroalimentaire et l'agriculture. Elle aide notamment les nouveaux exploitants à s'installer et s'investit dans leur formation. Il s'agit aussi d'organiser et soutenir des filières de qualités où les marges sont justement réparties entre le producteur et les intermédiaires.

Atelier 3 : Agriculture et environnement, quelles compatibilités ?

Aujourd'hui, la consommation énergétique imposée par le travail du sol et l'utilisation des engrais représente la moitié de la consommation énergétique totale de l'agriculture. Par ailleurs, la consommation d'eau en agriculture doit intégrer le réchauffement climatique et le partage de cette matière première indispensable à la vie. L'enjeu est donc une production agricole qui devra adopter des pratiques plus économes en eau et énergie. À ce sujet, la recherche et les politiques publiques ont un rôle à jouer.



Atelier 4 : Europe et Région, quelle place pour une politique agricole de gauche ?

À l'heure où les quotas laitiers sont remis en question, où Bruxelles parle de la suppression des jachères obligatoires, cet atelier a permis de discuter de la Politique Agricole Commune et de son application en France.

L'après midi a débuté par les rapporteurs des ateliers du matin avant de se poursuivre par l'intervention de Stéphane Le Foll qui a rappelé la nécessité d'une agriculture économiquement dynamique, qui crée des emplois tout en étant à la pointe de l'écologie. Vincent Chatelier, chercheur à l'INRA, a ensuite présenté un exposé sur la PAC.

Il s'en est suivi un débat avec la salle qui a porté essentiellement sur la place de l'agriculture dans les échanges commerciaux mondiaux. En effet, tout est lié : les accords de Marrakech en 1994 ont inclus l'agriculture dans l'OMC et dans le système de libre échange. Au niveau de la PAC, les aides directes versées aux agriculteurs ont alors remplacé peu à peu le soutien aux prix. Aujourd'hui, on a une PAC inégalitaire où les aides sont basées sur des références historiques de 2000/2002. On est dans un système de rentes. La PAC, c'est 42 % du budget européen, ces aides publiques européennes

représentant 90 % du revenu des agriculteurs qui eux-mêmes ne constituent que 3 % de la population active, dans une Europe où il y a 25 millions de pauvres. Ces chiffres posent la question de la pérennité d'un tel système. Un intervenant a cité Edgard Pisani qui milite pour une sortie de l'agriculture de l'OMC en lui redonnant un statut d'exception qui lui permettrait d'échapper à la logique du libre échange mondial. À ce sujet, les orateurs n'ont pas semblé d'accord : Vincent Chatelier est plutôt contre la sortie de l'OMC notamment à cause des risques d'accord bilatéraux par la suite. Jacques Auxiette, qui a rencontré récemment Edgard Pisani, est pour comme il l'a dit dans la conclusion de la journée. Le débat est ouvert !

Quoi qu'il en soit, il faut nourrir une planète de plus en plus peuplée et la qualité de l'alimentation sera une exigence toujours plus forte. À partir de ce constat, les produits agricoles sont-ils une marchandise comme les autres ? Les libéraux en sont persuadés. Pourtant, on peut sans doute construire un autre système où l'agriculture serait considérée comme un secteur devant échapper à la logique libérale du libre échange car il répond aussi à des enjeux de santé publique. Les socialistes et progressistes européens ont là un beau combat à mener.

Crise du lait : le porte-parole du PS Benoît Hamon a évoqué avec nous la question de la crise du lait lors de la Fête de la Rose. Il nous a informé qu'une rencontre aurait lieu à ce sujet début octobre entre les syndicats agricoles et les représentants du PS.

3 questions à Pascal Bolo

Nantes Métropole et les transports publics

Rencontre avec Pascal Bolo, président de la SEMITAN et adjoint au maire de Nantes. Il répond à nos questions au sujet des tarifs des transports en commun de l'agglomération nantaise.



• Est-il vrai que les tarifs ont augmenté de plus de 10 % ?

Ce chiffre est un raccourci absurde, car il fait croire que tous les tarifs se valent. Or, ce n'est pas le cas. Je vous donne un exemple : le ticket à l'unité concerne très peu d'utilisateurs alors que le titre "moins de 26 ans" touche un très large public. La moyenne entre les deux n'a donc pas de sens. Par ailleurs, ce chiffre ne prend pas en compte le chèque transport dont peuvent bénéficier les 275 000 salariés de l'agglomération. Ce chèque, que nous avons préfiguré à Nantes Métropole avec les Plans de mobilité, a pour effet de diminuer le prix de l'abonnement et non de l'augmenter puisqu'il oblige les entreprises à prendre

en charge 50 % de son coût. Nous avons recherché un équilibre entre la part de l'utilisateur et celle du contribuable en réaffirmant notre ambition pour le développement qualitatif du réseau. Il faut continuer à l'améliorer et pour cela investir, entretenir et moderniser.

• Cette nouvelle grille tarifaire est-elle juste au moment où la crise précarise certaines familles ?

Là aussi, les familles modestes feront leurs comptes. Les réductions familiales, proportionnelles au nombre d'enfants, sont inchangées, idem pour les enfants boursiers. La nouvelle tarification par âge a pour effet de faire rentrer les jeunes collégiens dans la catégorie "moins de 12 ans", comme le demandait d'ailleurs la FCPE. Les usagers ne s'y sont d'ailleurs pas trompés puisque le nombre d'abonnements a augmenté grâce à une grille tarifaire, plus lisible, juste et attractive ! Plus de 1 300 jeunes salariés de moins de 26 ans ont vu le tarif de leur abonnement baisser de 72 %. La gratuité continue d'être octroyée pour les personnes en recherche d'emploi, en contrat d'insertion ou au minimum vieillesse. La majorité de Nantes Métropole a choisi d'assumer ce choix au moment où le nombre d'ayants droit augmente malheureusement en cette période de crise.

• Les transports en commun nantais sont-ils assez performants pour détourner les gens de la voiture ?

Avec un abonnement annuel à 64 centimes par jour pour un salarié et avec le réseau de qualité que nous avons, je crois que oui ! Les dernières études de l'INSEE le démontrent puisque la part de la voiture dans les déplacements diminue. Ce rapport qualité-prix est imbattable. Il faut savoir qu'aller au travail en voiture coûte environ six fois plus cher ! Mais c'est le propos même de la politique de transports de notre majorité : concilier l'exigence de qualité avec la garantie de tarifs attractifs, le tout dans une optique de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.



/// Agenda

• Régionales 2010

Grande réunion militante le vendredi 16 octobre, 20 h, salle de La Trocardière de Rezé avec Jacques AUXIETTE.

Venez nombreux et n'hésitez pas à y convier vos amis pour le lancement de la campagne des Régionales 2010. Tramway : ligne 3 arrêt "Trocardière".

• Conseil fédéral

Le prochain Conseil fédéral aura lieu le lundi 19 octobre à 20 h à la fédération, allée des Tanneurs à Nantes.

Dispensé de timbrage
NANTES R.P.



PRESSE
URGENTE

LA POSTE

Ensemble
1, allée des Tanneurs
44 000 NANTES
Déposé le 23/09/09

Le Journal des socialistes de Loire Atlantique
1 allée des Tanneurs - 44 000 NANTES
Tél : 02 40 20 63 00 - Fax : 02 40 08 27 24
E-mail : fede44@parti-socialiste.fr
Directeur de Publication : Alain Gralepois
Rédacteur en chef : Benjamin Baudry
Rédacteurs en chef adjoints : Romain Mercière et Nicolas Nocet
Chargé de la rédaction des articles : François Caillaud
Crédit photos : Benjamin Baudry, François Caillaud, Philippe Malinge, Philippe Rouxel
Mise en page : Scopic
Imprimé avec des encres végétales sur papier recyclé par Parenthèses
N° CPPAP : 0909 P 10 751
N° ISSN : 1296 - 2201
Prix : 1,50 euro - Tirage : 3600 ex.

